



BANQUE ROYALE
DU CANADA

Services économiques —
Gestion des risques du Groupe

Coup d'œil sur le secteur des services financiers

Analyses approfondies de l'évolution
du secteur canadien des services
financiers

mai 2000

Derek Holt
Économiste principal
(416) 974-6192
derek.holt@royalbank.com

Disponible sur Internet à
www.banqueroyale.com/economie

Édition spéciale

Finances des ménages : prudence est mère de sûreté

Tout en confirmant le désendettement net du Canada vis-à-vis l'étranger et l'assainissement financier partiel des entreprises, les comptes de bilan nationaux de 1999 ont à nouveau déçu les analystes des finances des ménages.

Les chiffres diffusés par Statistique Canada montrent en effet que le risque s'est à peine atténué dans ce domaine malgré une croissance de l'emploi si vigoureuse que le Canada bat même les États-Unis sur ce terrain depuis trois ans.

La forte augmentation du revenu qu'anticipent les prévisionnistes devrait profiter aux ménages, mais on attend toujours les premiers signes de cette amélioration.

Patrimoine : progression décevante

Une fois corrigé de l'inflation et du taux d'accroissement de la population, le patrimoine net des ménages augmente de 3 % : c'est deux fois plus qu'en 1998, mais tout juste moyen à l'échelle historique.

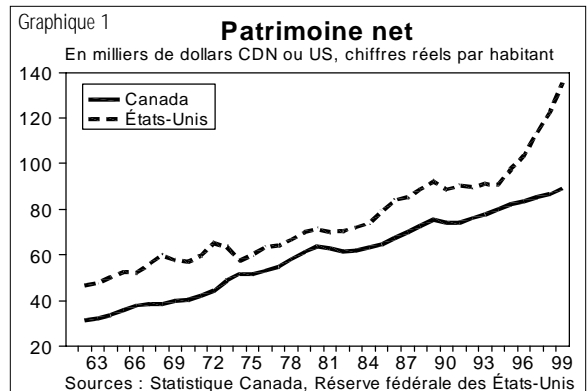
On s'explique mal une progression si modeste alors que le TSE 300 a grimpé de 30 % dans l'année. On doit aussi admettre que le Canada fait toujours pâle figure à côté des États-Unis (graphique 1). Le patrimoine net réel par habitant des ménages américains s'est

étoffé de 10 % en 1999 et d'environ 50 % durant la dernière décennie, alors que celui des Canadiens a augmenté de 20 % entre 1990 et 1999. Une évolution qui témoigne, comme celle des revenus, du recul du niveau de vie des Canadiens par rapport à leurs voisins.

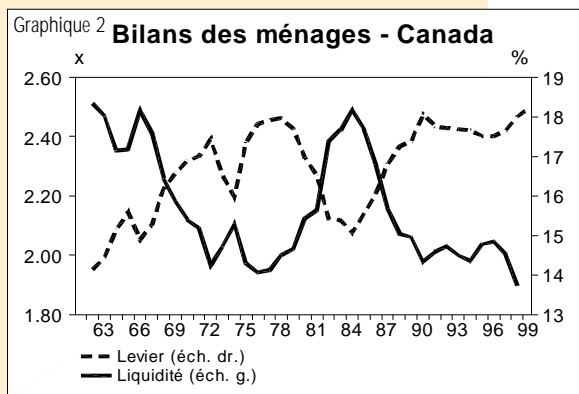
Rappelons enfin que la progression des patrimoines nets se concentre dans le premier quartile de la distribution des revenus, celui qui profite le plus de l'envolée boursière.

Liquidité et levier financier : dégradation inattendue

L'épargne liquide des ménages canadiens s'est encore réduite en 1999 : son

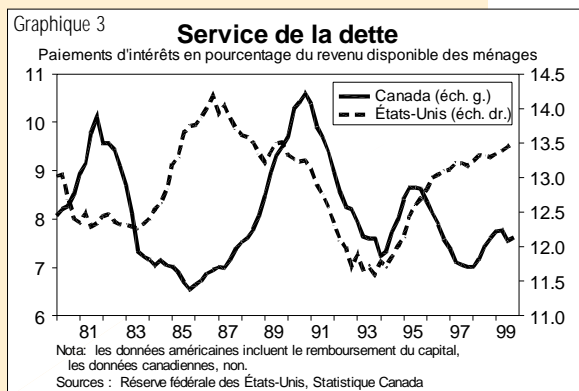


taux de couverture de la dette (ratio de liquidité, graphique 2) a atteint un minimum absolu.



Le pourcentage de l'actif financé par endettement (ratio de levier, graphique 2) a atteint, lui, un maximum absolu. Sur la totalité des groupes d'âge et de revenu, il tourne autour de 20 %, mais ce taux cache de fortes disparités, certains ménages ployant sous les dettes alors que d'autres disposent d'une abondance de liquidités.

Bien que faible, cette double dégradation pose problème, car on s'attendait à une amélioration, le TSE 300 ayant bondi de 30 % en 1999. L'extrême étroitesse du marché boursier et les difficultés du marché obligataire sont peut-être à l'origine de cette déconvenue.

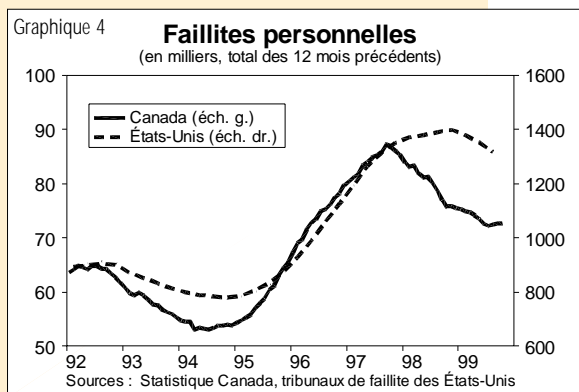


Endettement : toujours plus

Autre record battu : celui du ratio dette-revenu. En parallèle, les versements d'intérêts absorbent une part plus grande du chèque de paie – et ce, depuis maintenant deux ans (graphique 3). Si la situation reste saine au Canada, l'indicateur américain inscrit un record décennal.

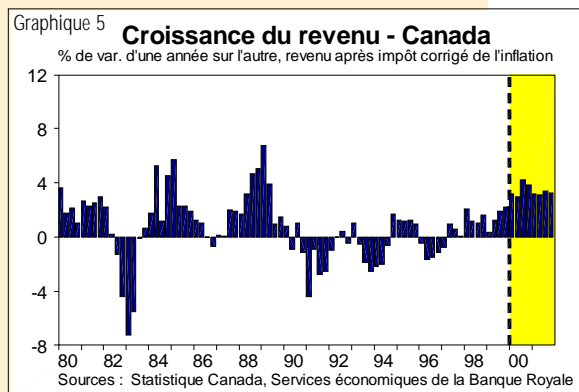
Faillites : décrie sensible

L'évolution des faillites personnelles est plus favorable : au Canada, le recul est indubitable ; aux États-Unis, le pire semble passé (graphique 4). Ce retournement tient sans doute en partie au repli sur la qualité opéré par les marchés obligataires fin 1998 et début 1999. La baisse des rendements a fait chuter les taux hypothécaires, incitant les ménages à refinancer leurs emprunts. Ils y ont gagné une marge de manœuvre qui a sûrement joué un rôle dans la diminution des faillites personnelles en 1999. Le mouvement de refinancement risque toutefois de s'essouffler, car les taux courts remontent, et les rendements obligataires ne sont pas près de revenir aux niveaux de 1998. La stabilisation de l'indicateur canadien dans la deuxième moitié de 1999 serait un premier indice dans ce sens.



Conclusion

Vu les bonnes perspectives de croissance de leur revenu (graphique 5), les ménages canadiens seront tentés d'anticiper la hausse de leurs ressources en contractant de nouveaux emprunts. La sagesse commanderait plutôt la prudence, afin que cette augmentation du revenu assainisse peu à peu leurs bilans. Les indices dont nous disposons ne nous permettent pas de prédire avec confiance une amélioration de la situation.



Épargne liquide au plus bas, ratios de levier et d'endettement au plus haut, alourdissement du service de la dette, croissance très modeste du patrimoine net, investissement sans précédent dans la spéculation boursière : tous ces facteurs contribuent à fragiliser les finances des ménages et à accroître leur vulnérabilité aux chocs de toute nature.